

MILIANA

Des habitants bloquent la route

Jeudi dernier, des dizaines d'habitants ont bloqué les routes qui mènent aussi bien au quartier Korkah qu'à celui de la sortie ouest de la ville, Bab El Gharbi, depuis le début de la matinée jusqu'au milieu de l'après-midi pour exiger des autorités locales la réhabilitation de la route qui dessert le quartier Korkah, devenue quasi impraticable depuis quelque temps déjà.

Pour ce faire, de nombreux habitants ont barré les routes d'accès en se regroupant au milieu de la chaussée aidés par une quinzaine de véhicules légers appartenant à des transporteurs clandestins, devenus très utiles parce que les propriétaires des taxis refusent justement leurs services aux habitants, de ces quartiers pourtant très peuplés à cause de l'état de délabrement avancé de cette

route d'un linéaire d'un kilomètre environ, un quartier où, pourtant, on a construit des dizaines de logements déjà attribués dont certains ont été affectés sévèrement par des glissements de terrain et devenus dangereusement habitables.

Le barrage établi sur la route a été si sévère que peu après midi, un cortège funèbre n'a pu franchir qu'avec d'âpres négociations avec les manifestants.

Il a fallu l'intervention du chef de daïra, du maire de la ville et du chef de Sûreté de daïra pour que les négociations entreprises aient pu aboutir et déboucher sur la levée des barrages après des promesses fermes de la prise en charge de la doléance unique des habitants, à savoir la remise en état de la route.

Selon nos informations, c'est une première entreprise qui a obtenu le marché de construction du canal de protection de la ville contre les eaux de ruissellement qui, avec ses engins, a sévèrement abimé l'état de la route.

On indique, par ailleurs, que l'entreprise détentrice de la réalisation du projet s'était révélée incapable de mener à bien la

concrétisation du canal de protection.

Le marché conclu avec cette première entreprise portait, dit-on, sur un montant de quelque 40 milliards de centimes, a donc été dénoncé au tort de l'entreprise et confié par la suite à une autre entreprise plus compétente qui a achevé les travaux.

Selon les déclarations des responsables, nombre de situations dont la première entreprise était bénéficiaire sont bloquées à ce jour et c'est sur ces montants, la promesse a été faite, que la route sera réhabilitée et que les travaux de réfection débiteront dès lundi prochain.

En attendant, il a été proposé aux contestataires que dans l'im-

médiat, les crevasses et autres ornières seront comblées avec du tout-venant, ce que les habitants ont refusé d'ailleurs, pensant que ce ne serait, encore une fois, qu'un simple colmatage et non pas un travail convenable. Aussi, après avoir reçu l'assurance des autorités locales que les travaux seront entrepris dès lundi prochain, les barrages ont été levés vers 15h.

Des questions, cependant, que se pose tout le monde : pourquoi ces travaux n'ont pas été entrepris avant ? Avant qu'on en arrive à ce type de contestations empreintes d'une certaine violence ? Pourquoi aussi les autorités locales ne vont-elles pas au-devant des soucis des administrés ? Et le cas de Miliana n'est, hélas, pas unique en son genre puisqu'on le voit presque quotidiennement, un peu partout.

Karim O.

ANSEJ TIPASA

Le bâtiment et l'agriculture ont le vent en poupe

Dans le point de presse qu'il avait animé récemment, M. Lazali Adnane, le directeur de l'Ansej Tipasa, a révélé que plus de 10 000 dossiers ont été traités depuis 1997, dont 600 bénéficiaires de crédits n'ont pas encore honoré leurs dettes.

Pour l'année 2015, l'orateur précisera que 619 projets ont été financés dont 78 dédiés aux femmes. Ce nombre inclut 25 femmes ayant opté pour des projets de profession libérale (médecins, avocats, dentistes) et 33 projets féminins dédiés aux services (informatique, etc). 16 projets de l'artisanat furent choisis pour cette gent féminine et seule-

ment 3 projets dans le domaine de l'agriculture.

Mr le directeur de l'Ansej Tipasa a évoqué au cours de son point de presse, 11 évènements dans le cadre de l'entrepreneuriat, notamment des journées portes ouvertes sur l'entrepreneuriat, organisées au niveau des pôles universitaires de Koléa et de Tipasa.

L'orateur a insisté sur l'impératif de promouvoir l'esprit entrepreneurial chez les jeunes universitaires et de les orienter vers le monde du travail, particulièrement vers le secteur productif. Dans ce cadre, des séminaires de formation de promoteurs ont été organisés, des salons et des journées d'été, en vue d'inculquer l'expérience entrepreneuriale.

L'orateur a aussi évoqué les efforts effectués dans le cadre du renforcement de l'économie verte et du développement de l'économie durable, notamment dans le cadre du recyclage.

Les autres domaines du dispositif Ansej, furent évoqués à l'instar du développement des filières du lait, de l'élevage et des agrumes. Quant aux projets financés en 2015, il a été noté le lancement de 30 projets de la pêche induisant 90 emplois, mais ce furent les services qui restent en pole position avec 231 projets financés avec la création de 693 emplois, suivis par le secteur du bâtiment avec 118 projets financés et créant 354 emplois et enfin l'agriculture avec 108 projets pour 324 emplois.

Houari Larbi

AÏN-TÉMOUCHENT

Journée nationale des handicapés

Près de 40 000 handicapés, tous types confondus, sont recensés dans la wilaya de Aïn-Témouchent, soit un taux de 10% de toute la population de la wilaya. Ces handicapés dont la quasi-totalité est dans une grande paupérisation souhaitent à chaque journée du 14 mars (leur Journée nationale), un geste des pouvoirs publics notamment de la part du président de la République : une revalorisation de leur allocation forfaitaire de solidarité.

Ces handicapés lourds à raison de 100% souhaitent l'augmentation de l'allocation forfaitaire de solidarité sociale (AFS) à 10 000 dinars, au lieu de la modique somme de 4 000 dinars qu'ils touchent mensuellement, cette somme ne peut subvenir aux besoins de leurs familles.

«Le prix de la couche jetable a augmenté de 20% alors que ces 4 000 DA ne couvrent même pas le besoin d'un mois sans parler des autres produits pharmaceutiques non remboursables et le transport. Nous nous plaignons à Dieu pour qu'il nous aide.»

«Franchement, l'Etat a ignoré ces pauvres citoyens algériens qui souffrent quotidiennement en silence», disent certaines personnes rencontrées au niveau de la direction de l'Action sociale et de la solidarité de la wilaya de Aïn-Témouchent.

En second point, ils réclament

le droit au travail et à la réintégration sociale. De jeunes handicapés moteurs titulaires de diplômes universitaires exercent dans le secteur de l'enseignement en qualité de professeurs suppléants depuis plusieurs années, disent-ils, «il faut que l'Etat décrète une loi pour nous permaniser dans nos postes parce que nous n'avons pas d'égales chances avec les autres candidats valides.»

Autre point relevé par cette frange de la société : le logement. L'on peut citer à titre illustratif le cas d'une fille de chahid, handicapée partiellement, réclamant un logement social au niveau de la commune de Sidi-Ben-Adda depuis 1994. Sous le même angle revendicatif, les enfants handicapés dans plusieurs communes, douars et fermes présentant une déficience physique mentale, de surdité et

visuelle ainsi que leurs parents accompagnateurs rencontrent des difficultés pour rejoindre leurs centres spécialisés respectifs situés dans la ville d'Aïn-Témouchent.

«Chaque matin, mon fils handicapé mental et moi prendrons le bus de transport de voyageurs dans la mêlée avec les personnes valides pour arriver à l'heure exacte au centre médico-psychopédagogique (CMPP) de Aïn-Témouchent. Maintes fois, mon enfant est gêné et perd son calme. Je souhaite qu'il y ait un transport propre aux enfants handicapés», lança une mère d'une cinquantaine d'années affaiblie par les va-et-vient.

Selon des témoignages, plusieurs enfants handicapés sont privés de formation en éducation spécialisée dans les centres relevant de la direction de l'Action sociale à cause du problème de transport et de surcroît pour les enfants vivant dans les agglomérations secondaires lointaines du chef-lieu de la commune.

Un autre parent s'est confié au *Soir*, «nous avons sollicité les responsables des communes et ceux de la direction de l'Action sociale (Dass) de la wilaya pour

ouvrir au moins une salle pour la prise en charge de nos enfants et leur inculquer une éducation spécialisée puisque les moyens logistiques existent au même titre que les éducateurs spécialisés du dispositif d'emploi social Anem ou Dass. Et pourtant l'Etat algérien garantit la santé pour tous les Algériens. «Certes, la souffrance est visible sur les visages de ces mères notamment en période d'hiver. Parfois, elles prennent successivement deux bus pour arriver au centre. Et il faut dire que la modique allocation forfaitaire sociale de 3 000 DA allouée par l'APC ne couvre même pas les frais de transport d'une quinzaine de jours.»

Il est à signaler que le centre CMPP n'assure le transport que pour les enfants résidents dans la ville de Aïn-Témouchent.

En l'absence d'une association locale des enfants handicapés qui défend leurs intérêts moraux et leurs droits, les parents ont lancé un autre appel aux autorités concernées pour venir en aide à ces enfants en leur offrant un moyen du transport sachant que les parents sont de la catégorie des démunis.

S. B.

SOUK AHRAS

Une grève des travailleurs de l'Etusa

Le transport urbain a été partiellement paralysé dans l'après-midi de jeudi dernier suite au débrayage d'une journée des travailleurs de l'Etusa (Entreprise du transport urbain et suburbain), chauffeurs et receveurs à Souk Ahras.

Ces derniers justifient le recours à cette mesure préjudiciable pour les usagers des bus suite à des revendications socioprofessionnelles des grévistes qui égrènent un à un leurs parcours professionnels.

Par ailleurs, ils revendiquent les promotions de grade, ils imputent à l'administration l'absence de considération et de communication avec les travailleurs. Autre embarras qui a envenimé le climat de travail et créer le tiraillement entre les deux parties, la suspension d'un travailleur de l'Etusa. Pour démêler l'écheveau de cette affaire, nous avons pu joindre le directeur de cette entreprise par téléphone, ce dernier nous a déclaré : «Cette grève du point de vue administratif est illégale car je n'ai pas été destinataire d'un préavis de grève. Quant à la suspension de l'employeur c'est un problème qui se règle au niveau de l'administration» et pour se dédouaner de cet impair, ce dernier nous a laissé entendre qu'il a fait recours au constat d'un huissier de justice sur l'irrecevabilité de ce débrayage. Au train où vont les choses, les protestations à l'Etusa sont loin de trouver une issue car c'est le troisième sit-in en l'espace de deux mois. Au demeurant, les travailleurs ressentent un vif dépit, mais ils tiennent à revendiquer leurs droits.

Barour Yacine